

DUBUISSON (Marcel Georges Valère Céline), Zoologue, Professeur à l'Université de Liège (Olse-ne, 5.4.1904 - Liège, 25.10.1974). Epoux de **Brouha, Adèle**.

Carrière scientifique: Docteur en sciences zoologiques (Université de Gand, 1924). — Assistant (1926), puis chef de travaux (1928) à la Faculté de Médecine de l'Université de Gand. — Chercheur qualifié (1928) puis associé du F.N.R.S. — Chargé de cours (1933) puis professeur ordinaire (1936) à l'Université de Liège. — Recteur de l'Université de Liège (1953-1971). — Docteur honoris causa des Universités d'Alger (1947), Elisabethville (1962), Aix-la-Chapelle (1970).

L'œuvre réalisée en Afrique Centrale par Marcel Dubuisson est sous-tendue par ses connaissances et ses préoccupations de biologiste, par sa formation de chercheur éminent, par son activité de recteur soucieux du développement de l'institution universitaire en général et de celui de son université en particulier. Elle ne peut être pleinement comprise que si elle est envisagée dans le cadre global de sa carrière si remplie d'initiatives originales. Malheureusement, la place nous manque ici pour une analyse, même sommaire, de l'œuvre du savant, du professeur, du recteur, de l'explorateur des fonds sous-marins. Cette notice devant se limiter à l'expoé de l'action scientifique à retombées socio-économiques réalisée en Afrique par Marcel Dubuisson, nous renverrons le lecteur à quelques publications dans lesquelles il trouvera des informations concernant d'autres domaines [1, 2]*, et en particulier aux « Mémoires » [3] dont le manuscrit inachevé a été mis au point pour publication par Mme A. Dubuisson-Brouha aidée de quelques collaborateurs et amis de son mari.

L'œuvre entreprise en Afrique sous l'impulsion de M. Dubuisson, et souvent sous sa direction immédiate, aboutit à des résultats du plus haut intérêt. Bien qu'elle dût être interrompue, sous la pression d'événements extérieurs douloureux, avant qu'elle eût atteint le plein épanouissement que l'on en pouvait espérer, on peut néanmoins présumer qu'en des temps moins troublés elle fournira le point de départ, voire un excellent modèle, pour des actions nouvelles.

Marcel Dubuisson croit fermement qu'une université, tout en dispensant son haut enseignement spécifique, intimement lié à la recherche scientifique, doit aussi contribuer à la promotion sociale, économique, culturelle, de sa région, de son pays et même, au-delà des frontières, de la communauté humaine toute entière, en particulier du Tiers Monde. En conséquence, il établit des contacts et favorise la collaboration avec les forces vives de la ville, de la province, de la nation. Que peut-il faire au-delà des mers, et plus précisément en Afrique, au moment où la législation nouvelle ouvre aux universités de l'Etat des possibilités d'action à l'étranger jusqu'alors surtout exercées par les universités libres !

En 1953, des actions médicales efficaces sont en cours au Congo sous l'égide des Universités Libre de Bruxelles (CEMUBAC) et Catholique de Louvain (FOMULAC). Crée à l'initiative de l'UCL, Lovanium vient de commencer son enseignement préparatoire et la première pierre du campus de Kimuenza (Léopoldville) sera posée en 1954. Conformément à l'engagement pris devant la Commission de tutelle de l'ONU (1952), le gouvernement belge prépare la mise en place de l'Université Officielle du Congo belge et du Ruanda-Urundi : il crée, au Ministère des Colonies, le Conseil supérieur de l'Enseignement au Congo belge ; il nomme les membres du Conseil d'administration de l'université africaine qui, à l'exception de sa faculté d'agronomie, sera érigée à Elisabethville.

Les chercheurs de l'Université de Liège ne sont pas restés à l'écart de ce mouvement d'assistance active à la Colonie. A la demande du Conseil d'Etude des Problèmes sociaux indigènes (CEPSI), R. Clemens dirige une étude socio-économique approfondie à la Katuba. Dans le Kwango, A. Lambrechts

exerce une activité médicale hautement appréciée et crée, à Feshi, un laboratoire de recherches nutritionnelles. J. Fircket œuvre avec diligence au Conseil supérieur de l'Enseignement et souligne déjà les aspects politiques sous-tendant la création de l'Université officielle [4]. Il est aussi, avec P. Swings, membre du Conseil d'administration de l'Université d'Elisabethville tandis que le pro-recteur de Liège, F. Campus, en est vice-président.

Le recteur Dubuisson suscite de tout son pouvoir l'intérêt des jeunes chercheurs pour les problèmes de l'Afrique. Ils les aide à obtenir les bourses d'études instituées par le ministre des Colonies et il engage la Commission administrative du Patrimoine de l'Université de Liège (CAPU) à créer des « mandats coloniaux » qui doivent permettre aux chercheurs « de poursuivre leurs études personnelles en Afrique et d'apporter aux élites coloniales les résultats de leurs travaux scientifiques ». Toutefois, ces efforts, individuels, en dépit de leurs mérites indiscutables, lui paraissent insuffisants car trop dispersés et, en conséquence, nécessairement limités dans leurs objectifs.

Il se persuade qu'il incombe à l'université de passer à l'action en tant qu'institution et de mettre sur pied tout ce qui est nécessaire pour l'étude interdisciplinaire approfondie d'un problème d'importance fondamentale judicieusement choisi. Pour faire prévaloir ce point de vue, une reconnaissance sur le terrain est un indispensable préalable : à sa demande, il est chargé par la CAPU d'une mission exploratoire qui le conduit à visiter, du 23 avril au 19 juin 1956, avec son attaché de cabinet, J. Delcheravelle, de nombreuses régions de la Colonie.

Au cours d'un périple de plus de 4 000 km, d'innombrables contacts sont pris dans les milieux les plus divers et une abondante moisson d'informations est recueillie, constituant la base d'un rapport au conseil d'administration et à la CAPU. Ces deux organismes partagent aussitôt les conclusions du recteur : une politique universitaire d'ensemble en matière coloniale est la seule voie possible pour une action vaste et efficace [5, 6]. La Fondation de l'ULg pour la Recherche scientifique en Afrique Centrale (FULREAC) est créée et la Faculté agronomique de Gembloux lui est d'emblée intimement associée. En effet, bien qu'aucune recherche précise ne soit en ce moment envisagée, il semble, cependant, que le problème choisi comportera, parmi ses objectifs, la lutte contre la faim et la malnutrition. Le recteur assume la présidence de la Fondation dont l'objectif est « de promouvoir par tous les moyens appropriés la recherche scientifique, ainsi que l'enseignement et l'assistance médicale, sociale et culturelle aux autochtones ».

Plus tard dans l'année, le recteur, participant aux manifestations du 50^e anniversaire de l'Union Ministère du Haut-Katanga, profite de cette occasion pour compléter l'information précédemment rassemblée (25 juillet-21 août 1956). Les problèmes cruciaux que pose la situation sociale au Katanga retiennent son attention. Conséquence d'une intense industrialisation, les centres extra-coutumiers sont surpeuplés par l'arrivée de populations qui ont abandonné l'activité agricole mal payée mais qui, souvent sans emploi, vivent dans des conditions déplorables. La longévité accrue, grâce à une promotion de l'hygiène et de la médecine préventive, n'est pas compensée par une limitation de la natalité qui reste exubérante et ceci aggrave encore cette situation génératrice de pauvreté, de malnutrition et de troubles sociaux. C'est à la recherche de solutions à ce problème d'ailleurs non spécifique au Katanga — que Marcel Dubuisson va proposer à la FULREAC de consacrer ses efforts.

Une première mission de la Fondation est envoyée à Elisabethville en 1957. Après étude sur le terrain et consultation des chefs coutumiers, en accord avec le gouvernement de la Colonie, les autorités locales et le CEPSI, deux modalités d'action sont retenues au cours d'une réunion générale à laquelle

M. Dubuisson participe personnellement (avril 1957) : la création de « Cités satellites », zones campagnardes de culture vivrière et de petit élevage à édifier au voisinage des centres industriels, mise en place de « Centres d'action et de formation rurales », et l'installation d'une infrastructure socio-culturelle appropriée et une rénovation des méthodes d'agriculture et d'élevage devraient rendre attrayantes les conditions de vie en milieu non urbain. Il est finalement décidé de confier à la FULREAC la mise en place d'un premier centre rural : ce sera la station expérimentale de Mangombo [7], prélude à une valorisation de la brousse.

L'importance que prennent les initiatives en Afrique du recteur Dubuisson est largement reconnue et appréciée : il est appelé à la présidence de la Fondation pour Favoriser les Recherches scientifiques dans les Parcs Nationaux du Congo (1956) ; il devient membre du Conseil d'administration de l'Institut pour la Recherche scientifique en Afrique Centrale (IRSAC) et de l'Institut des Parcs Nationaux du Congo (1958). Il sera membre d'honneur du Comité Eurafrique-Belgique en 1959.

Les missions interdisciplinaires de la FULREAC se succèdent, d'abord pour recueillir les informations scientifiques nécessaires au choix d'un site adéquat et à la mise au point de la structure et du mode de fonctionnement du futur Centre ainsi que des moyens d'en assurer le peuplement ; ensuite, une fois la station installée, pour aider son personnel permanent à faire face aux multiples problèmes qu'il rencontrera. Surmontant avec une courageuse persévérance tous les obstacles qui s'accumulent dans le climat troublé précédant l'indépendance, les équipes obtiennent des résultats plus qu'encourageants. L'expérience, en effet, permet de conclure que, moyennant études et aménagements préalables, des familles peuvent vivre dans la brousse des produits d'une agriculture et d'un élevage rénovés et y jouir d'un niveau de vie comparable à celui que les villes peuvent offrir aux travailleurs de l'industrie. Cette perspective devrait être suffisamment attrayante pour freiner l'exode des populations rurales, voire pour amorcer un mouvement de retour à la terre. Dans les domaines de la santé et de l'éducation, les résultats ont été extrêmement satisfaisants : le rôle bénéfique de l'école maternelle, les méthodes pédagogiques nouvelles mieux adaptées à la mentalité des indigènes, les programmes élaborés pour la formation spéciale en agriculture, ont fait leurs preuves. Une extension de l'expérience initiale par la création d'autres centres peut être envisagée : une étude préalable est entreprise dans le Haut-Katanga à la demande du CEPSI. Le recteur Dubuisson peut être satisfait de son œuvre [8].

Mais la marche des événements va, bien malheureusement, ralentir considérablement le progrès des recherches et conduire finalement à la cessation des activités de la FULREAC au Katanga. La proclamation de l'indépendance du Congo et la sécession du Katanga ouvrent en 1960 une période de troubles de plusieurs années. L'insécurité croissante pendant la sécession katangaise et après la réunification du Zaïre, jointe à la nationalisation de l'Union Ministère qui entraîne la perte du financement des travaux par le CEPSI, contraint le recteur à remettre le Centre au CEPSI. L'activité scientifique de la FULREAC y est définitivement suspendue, mais le Centre n'en continuera pas moins à prospérer en tant que communauté rurale.

Lors de ses nombreux séjours au Katanga, Marcel Dubuisson a noué des relations amicales avec maintes personnalités et en particulier avec le président Moïse Tshombe. Lorsque l'autorité katangaise envisage la fermeture de l'Université officielle qu'elle considère comme un foyer d'intrigues politiques, le recteur Dubuisson, secondé par R. Clémens, intervient auprès du président katangais et le persuade qu'il est très désirable de maintenir en Afrique centrale un établissement universitaire officiel. L'Université sera conservée, mais dotée d'un nouveau statut. Devenue Université de l'Etat à Elisabethvil-

le, elle est placée sous l'autorité d'un Conseil supérieur présidé par le Ministre de l'Education nationale du Katanga. Ce Conseil devait comprendre, en plus de personnalités locales, quelques Belges, représentants du FNRS et des deux Universités de l'Etat, mais non des Universités libres, jugées idéologiquement et politiquement engagées. J. Paulus et J. Frenkiel furent désignés par l'Université de Liège [9] et le dernier cité, nommé recteur peu après, exerça cette charge jusqu'en 1963, moment où, la sécession ayant pris fin, l'Université d'Elisabethville fut reprise en charge par le gouvernement national du Congo. En reconnaissance des services rendus au Katanga et à son Université, Marcel Dubuisson en reçut, en 1962, le titre de docteur *honoris causa*.

En raison de sa connaissance directe des problèmes katangais et des sentiments d'estime et de confiance réciproques régnant entre lui et le président Tshombe, le recteur Dubuisson se vit confier, par des autorités belges, trois missions à caractère politique. Le Comte d'Aspremont-Lynden, chef de la Mission technique envoyée au Katanga par le gouvernement belge pour aider la province à poursuivre ses activités dans le calme, demande au recteur, à ce moment à Elisabethville, de rentrer d'urgence à Bruxelles et d'y faire rapport au gouvernement sur la situation locale : ceci aiderait sans doute à obtenir la prise de décisions nécessaires au succès de la mission. Plus tard, le Comte d'Aspremont-Lynden encore prie le recteur de l'accompagner à Genève, où se trouve alors le président Tshombe : il faut convaincre celui-ci de l'intérêt que présenterait son acceptation du « plan U Thant ». Enfin, en décembre 1962, le ministre des Affaires étrangères, P.H. Spaak, prie le recteur de se rendre à Elisabethville : il s'agit, cette fois, de persuader le président qu'il devrait accepter la cession des devises de l'Union Minière au Conseil monétaire. Marcel Dubuisson remplit ces missions avec diligence et obtient un appréciable succès qui ne peut cependant empêcher que l'action militaire de l'ONU soit déclenchée au Katanga le 28 décembre 1962.

L'expérience commencée au Congo, poursuivie au Katanga puis au Zaïre, a convaincu le recteur qu'elle pourrait et devrait être répétée, *mutatis mutandis*, dans d'autres régions du Tiers Monde. Il lui apparaît aussi qu'il convient de donner aux universitaires désireux de s'engager dans une carrière d'assistance aux pays en développement une formation spécifique appropriée. En plus de leur connaissance approfondie de tel domaine de la science, ils devraient connaître les conditions locales particulières dans lesquelles ils devront travailler et posséder la maîtrise scientifique et technique de disciplines hautement spécialisées. Ralliant le conseil d'administration et les facultés à ses vues, il crée, en 1964, le Centre d'Etudes pour les pays en développement (CEDEV). Cet organisme met sur pied un enseignement de base à caractère général, destiné à tous les diplômés qui s'intéressent au Tiers Monde, dont le programme sera exécuté par la Faculté de Droit. Il incite les diverses facultés à développer, dans les disciplines relevant de leur compétence, des enseignements spécialisés en vue d'une activité professionnelle dans les pays en développement. La Faculté de Médecine n'est toutefois pas concernée car le rôle qu'elle pourrait jouer est déjà parfaitement rempli par l'Institut de Médecine tropicale Prince Léopold d'Anvers. Le CEDEV sera aussi un organisme d'information et de promotion de la recherche. Placé sous la direction de l'ancien recteur de l'Université d'Elisabethville, J. Frenkiel, il remplit sa mission avec un indiscutable succès et fut à l'origine d'une très bienvenue coordination des activités exercées outre-mer par toutes les universités belges, groupées dans ce but en une Commission interuniversitaire de coopération au développement.

Après le retrait de la FULREAC du Katanga, la collaboration de cette Fondation fut sollicitée par les autorités du Rwanda qui souhaitaient réaliser une valorisation de la Préfecture de Gikongoro. Marcel Dubuisson se rendit sur place pour un premier exa-

men de la question (1968), puis un groupe interdisciplinaire FULREAC procéda à une enquête approfondie et déposa son rapport et ses propositions en 1970.

Au Rwanda, également, sous la direction de J.C. Ruwet, des recherches d'écologie et d'éthologie sont entreprises au Parc National de l'Akagera. Ces observations scientifiques fournirent des informations des plus utiles pour l'exploitation de la faune sauvage. Dans le domaine pratique, des études furent ainsi consacrées à l'aménagement de la réserve de chasse de Mutara, à la création de fermes à gibier, au développement de pêcheries dans la région des lacs au sud de l'Akagera.

Marcel Dubuisson intervint à de multiples reprises dans les organismes *ad hoc* dont il était membre pour défendre avec énergie les Parcs Nationaux et les recherches fondamentales qui y sont conduites. Il contribua ainsi à l'obtention d'une relance (1971/73) des recherches au Parc National des Virunga (Zaïre) et, à la veille de sa mort, en 1974, il participait encore à l'élaboration d'une convention avec le Fonds de la Recherche Fondamentale Collective (FRFC) devant assurer le financement d'investigations dans les Parcs du Zaïre et du Rwanda.

On ne peut terminer cette notice sans rendre hommage à Madame Adèle Dubuisson-Brouha dont le nom aurait dû être associé à celui de son mari en maintes des circonstances rappelées plus haut. De tout son pouvoir et de toute son affection, elle l'a constamment aidé dans l'accomplissement de ses tâches ardues, non seulement en épouse dévouée, mais encore en lui apportant sans réserve le bénéfice de ses connaissances de docteur en médecine et de docteur en sciences ainsi que le fruit d'une vaste expérience acquise au cours d'une carrière professorale à l'Institut de Psychologie et des Sciences de l'Education et de sa participation personnelle à plusieurs des missions FULREAC.

28 mars 1984.
[Comm.] Maurice Welsch (†).

Notes et références: [1] BACQ, Z.M. 1980. *Annuaire de l'Acad. r. Belg.*, liste des publications scientifiques. — [2] DISTECH, A. & RENARD, C. 1970-1971. Rapp. ann. Univ. Liège. — WELSCH, M. & LEROUX, A. 1972. *Rev. Univ. Liège*, 71 (2) et 72 (1). — WELSCH, M. 1974. *Rev. méd. Liège*, 29 (22): 677-681. — [3] DUBUISSON, M. 1977. Mémoires. Vaillant-Carmanne, S.A., Liège. — [4] FIRKET, J. 1955. *Bull. Assoc. Amis Univ. Liège*, 1955 (3): 71-79. — [5] DUBUISSON, M. 1956. *Bull. Assoc. Amis Univ. Liège*, 1956 (3): 8-18. — [6] DUBUISSON, M. 1956. Discours de Rentrée, 29 septembre 1956. Imp. G. Michiels, Liège. — [7] DUBUISSON, M. 1957. Discours de Rentrée, 7 octobre 1957. Imp. G. Michiels, Liège. — [8] Articles de DUBUISSON, M., SINE, M.L. & CLEMENS, R. publiés par la FULREAC. Vaillant-Carmanne, S.A., Liège, 1960. — [9] Pour des raisons d'ordre statutaire, le FNRS déclina l'invitation qui lui était faite. Quant à l'Université de Gand, elle s'absent de désigner ses représentants sans toutefois refuser formellement la mission proposée.